



Le 16 février 2023

Pour diffusion immédiate

GROUPE TVA ANNONCE SES RÉSULTATS POUR LE QUATRIÈME TRIMESTRE 2022 ET UN PLAN DE RESTRUCTURATION

Montréal, Canada – Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société ») annonce qu'elle a enregistré des revenus de 171,9 millions, une légère hausse de 23 000 \$ par rapport au quatrième trimestre 2021. La perte nette attribuable aux actionnaires se chiffre à 0,3 million de dollars, soit une perte de 0,01 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 12,1 millions, soit 0,28 \$ par action, pour le trimestre correspondant de l'exercice 2021.

Faits saillants liés à l'exploitation du quatrième trimestre :

- BAIIA ajusté¹ consolidé de 7 676 000 \$, soit une variation défavorable de 21 002 000 \$ comparativement au trimestre correspondant de 2021;
- BAIIA ajusté¹ du secteur Télédiffusion de 965 000 \$, soit une variation défavorable de 19 399 000 \$ provenant de la baisse de rentabilité de la chaîne « TVA Sports » qui avait bénéficié d'un ajustement rétroactif favorable pour la saison 2020-2021 de la LNH au cours du quatrième trimestre de 2021, ainsi que de la baisse de rentabilité du Réseau TVA qui a connu une diminution de 2,3 % de ses revenus publicitaires, jumelée à des investissements accrus au niveau du contenu.
- BAIIA ajusté¹ du secteur Services cinématographiques et audiovisuels (« MELS ») de 4 283 000 \$, soit un écart défavorable de 529 000 \$ attribuable à la baisse de rentabilité des services d'accessibilité média, d'effets visuels, ainsi que de location de studios, de mobiles et d'équipements, alors que les services de postproduction ont connu une hausse de leur rentabilité;
- BAIIA ajusté¹ du secteur Magazines de 495 000 \$, soit une variation défavorable de 1 424 000 \$ principalement attribuable à une baisse de revenus, notamment une aide gouvernementale moindre, ainsi qu'une baisse des revenus publicitaires et d'abonnement;
- BAIIA ajusté¹ du secteur Production et distribution de 1 752 000 \$, soit un écart favorable de 205 000 \$ attribuable à de meilleures marges dégagées par les activités de distribution sur les plateformes d'écoute en continu et au Canada, jumelées à des frais administratifs moindres, alors que la distribution à l'international a dégagé des marges moins élevées.

« Les résultats du quatrième trimestre continuent d'être affectés par une baisse de rentabilité qui touche l'ensemble de nos secteurs d'activités et les différentes industries dans lesquelles nous évoluons. Le phénomène bien installé de la réduction des audiences de la télédiffusion en raison, entre autres, des multinationales de la vidéo sur demande par abonnement comme Netflix, Amazon Prime, Disney +, etc., jumelé à la concurrence tout aussi inéquitable que déloyale pratiquée par la Société Radio-Canada (« SRC ») qui, lancée dans une course aux cotes d'écoute non prévue à son mandat, s'accapare une part importante des revenus publicitaires à laquelle s'ajoutent les frais qu'elle exige pour les abonnements à Tou.TV Extra, fragilisent encore davantage les médias québécois, leur pérennité et l'écosystème actuel de notre télévision.

¹ Voir la définition du BAIIA ajusté ci-après.

Nous avons tout de même poursuivi nos investissements massifs en contenu qui auront également affecté la rentabilité de notre chaîne généraliste. Cette stratégie nous a permis de bonifier la programmation automnale et ainsi protéger nos parts de marché, tant pour le Réseau TVA que pour nos services spécialisés qui ont gagné 1,5 part de marché combinée, pour atteindre 40,3 parts. Nos grands variétés et nos séries originales continuent de se classer parmi les émissions millionnaires les plus écoutées, notamment *Chanteurs masqués*, *Révolution* ainsi que la nouvelle quotidienne *Indéfendable*.

Le ralentissement économique actuel crée beaucoup d'incertitude sur le marché tout comme les considérations systémiques énoncées précédemment. Pour ces dernières, les différentes instances gouvernementales doivent agir avant qu'il ne soit trop tard. Nous le répétons pour la Xième fois alors qu'aucune autre industrie n'est confrontée à une concurrence sans aucune imputabilité. Le CRTC doit adresser certains enjeux, notamment celui de la SRC qui s'approprie de façon déloyale des dollars publicitaires qui sont la seule source de revenus de notre chaîne généraliste, alors que le diffuseur public est largement subventionné par l'État, créant ainsi une iniquité flagrante sur le marché par rapport aux diffuseurs privés. S'ajoute à ce dossier celui du traitement commercial hautement préjudiciable réservé à l'ensemble de nos services spécialisés par le distributeur Bell Télé. Contrairement à tous les autres télédiffuseurs au Québec, Bell Télé continue de verser des redevances en deçà de la valeur marchande de nos chaînes, tout en continuant de favoriser ses propres chaînes, se plaçant en conflit d'intérêts permanent entre son statut de diffuseur et celui de distributeur de ses chaînes concurrentes. Le Parlement doit également adopter rapidement le projet de loi C-18 afin que l'utilisation de nos contenus d'information soit reconnue et rémunérée à leur juste valeur par les géants numériques qui capturent actuellement des dollars publicitaires destinés aux entreprises d'ici.

Face à ces circonstances et devant l'absence d'intervention réglementaire et gouvernementale depuis longtemps mise en évidence et pour laquelle nous avons à plusieurs reprises interpellé les pouvoirs publics, nous sommes forcés de prendre les mesures appropriées afin de rétablir la situation financière et assurer la pérennité de Groupe TVA. Par conséquent, nous annonçons aujourd'hui une réduction importante de nos charges opérationnelles pour l'ensemble de nos secteurs, entraînant notamment l'abolition d'environ 140 postes pour la Société, une réduction qui s'inscrit à l'intérieur d'un plan global touchant également une centaine de postes supplémentaires au niveau des autres entités de Québecor offrant une prestation de services à la Société, pour un total de 240 effectifs. Cette décision est difficile, mais nécessaire dans le contexte actuel.

Dans le secteur Services cinématographiques et audiovisuels, l'entreprise a été affectée par une baisse de volume dans plusieurs de nos secteurs d'activités, à l'exception de nos services de postproduction qui ont poursuivi leur croissance pour un quatrième trimestre consécutif depuis le début de l'année. Nos services de location de studios, de mobiles et d'équipements ont continué de subir l'impact de l'absence de méga productions étrangères, une situation que vit toute l'industrie québécoise. Notons la vive concurrence qui s'observe, autant au Canada qu'à l'international, au niveau des incitatifs fiscaux offerts en vue d'attirer les tournages étrangers, et qui nous désavantage. Il est essentiel que le gouvernement du Québec s'engage à mettre en place les mesures financières nécessaires afin d'attirer davantage les producteurs internationaux dont la présence assure un support indéniable à l'industrie culturelle et à l'économie d'ici.

Dans le secteur Magazines, les résultats de l'ensemble de nos titres ont été grandement touchés par une diminution des revenus, notamment une réduction de 20,5 % de l'aide gouvernementale reçue, ainsi que des baisses respectives de 16,0 % et 7,3 % des revenus publicitaires et d'abonnement. Rappelons que l'apport gouvernemental, provenant du Fonds du Canada pour les périodiques, contribue à assurer la survie de ce secteur qui participe à un écosystème permettant, entre autres, le rayonnement des artistes et artisans québécois. Dans le contexte de décroissance de marché que connaît ce média traditionnel depuis plusieurs années, le maintien de ce programme demeure crucial. Nous poursuivrons nos représentations gouvernementales afin de faire valoir l'importance de celui-ci.

Notre secteur Production et distribution a été en mesure de conclure plusieurs ventes de films produits par Incendo au Canada et à l'international au cours du trimestre, en plus d'avoir complété la production d'une série qui sera distribuée dans les prochains mois. Les films d'Incendo gagnent également en popularité sur les différentes plateformes d'écoute en continu, notamment via leur présence sur les plateformes Amazon et Tubi. Ce secteur d'activités continue de contribuer à diversifier nos sources de revenus et d'élargir notre présence dans les marchés anglophones », a affirmé le président et chef de la direction par intérim de Groupe TVA, Pierre Karl Péladeau.

Résultats pour l'exercice 2022

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, tous les secteurs d'activités ont connu une baisse de leurs revenus ainsi que de leur BAIIA ajusté¹. Le BAIIA ajusté¹ consolidé de la Société s'est élevé à 19 385 000 \$ comparativement à 80 283 000 \$ pour l'exercice précédent.

La baisse de rentabilité du secteur Télédiffusion est principalement attribuable au Réseau TVA qui affiche une hausse de 19,9 % de ses charges d'exploitation liée à la bonification des investissements en contenu qui se sont reflétés dans l'ensemble de la programmation. Les chaînes spécialisées ont, quant à elles, été affectées, entre autres, par une diminution des revenus publicitaires qui s'est traduite par une baisse de leur rentabilité, à l'exception de la chaîne « TVA Sports » qui a connu une amélioration de son BAIIA ajusté¹ négatif, alors qu'elle avait dû absorber des coûts importants en 2021 à la suite de la modification du calendrier de diffusion de la saison 2020-2021 de la LNH dans le contexte de la pandémie.

La diminution du BAIIA ajusté¹ de MELS est principalement attribuable à la baisse de rentabilité générée par la location de studios, de mobiles et d'équipements, activités qui avaient bénéficié en 2021 de la présence de la méga production *Transformers : Rise of the Beast* de Paramount. Également affectés par un volume d'activités moindre, les services d'effets visuels ont connu un recul, alors que les services de postproduction ont poursuivi leur croissance avec une augmentation de 146,8 % de leur BAIIA ajusté¹.

Le secteur Magazines affiche une baisse de son BAIIA ajusté¹ principalement attribuable à une réduction de 23,6 % de l'aide gouvernementale reçue, combinée à la décroissance des revenus provenant des ventes en kiosque et des abonnements à laquelle fait face ce secteur depuis plusieurs années. Les économies de coûts dégagées par ce secteur n'ont pas été en mesure de compenser ces baisses de revenus.

Le secteur Production et distribution a subi un recul de son BAIIA ajusté¹, expliqué principalement par la marge brute moins élevée en ce qui a trait aux ventes à l'international provenant des films produits par Incendo. Rappelons qu'au cours des deux dernières années, le contexte de la pandémie a eu pour effet de décaler le cycle de production et de livraison de nouveaux films. Ainsi, la livraison de la majorité des films produits en 2022 se réalisera au cours des prochains mois.

Les revenus consolidés se sont élevés à 594 409 000 \$ pour l'exercice 2022 comparativement à 622 834 000 \$ pour l'exercice précédent, soit une baisse de 4,6 %. Pour l'exercice 2022, la perte nette attribuable aux actionnaires de la Société a été de 8 869 000 \$, soit une perte de 0,21 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 30 504 000 \$, ou un bénéfice de 0,71 \$ par action, pour l'exercice 2021.

Pandémie de COVID-19

Depuis mars 2020, la pandémie de COVID-19 a eu, par moments, un impact sur les résultats trimestriels des différents secteurs de la Société. Compte tenu des incertitudes entourant l'évolution de la pandémie, y compris toute nouvelle vague importante, il est impossible de déterminer avec certitude tous les impacts futurs découlant de la crise sanitaire sur les résultats d'exploitation.

¹ Voir la définition du BAIIA ajusté ci-après.

Définition

BAIIA ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres, les impôts sur le bénéfice (recouvrement d'impôts) et la part du bénéfice dans les entreprises associées. Le BAIIA ajusté, tel que défini ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activités. En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Signalons que la définition du BAIIA ajusté adoptée par la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent communiqué de presse qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, à des expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre à », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figurent la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents et les risques liés à la perte de clients clés dans le secteur Services cinématographiques et audiovisuels ainsi que dans le secteur Production et distribution), les risques liés aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique, les risques liés à la capacité d'adaptation de la Société face à l'évolution technologique rapide et aux nouvelles formes de diffusion ou de stockage, les risques liés aux relations de travail ainsi que les risques liés aux urgences en matière de santé publique, notamment la COVID-19, et toute mesure d'urgence mise en œuvre par le gouvernement.

Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont accessibles à www.sedar.com et www.groupepetva.ca y compris, en particulier, à la section « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent communiqué de presse reflètent les attentes de la Société au 16 février 2023 et sont sous réserve de changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Groupe TVA

Groupe TVA inc., filiale de Québecor Média inc., est une entreprise de communication active dans l'industrie de la télédiffusion, de la production cinématographique et audiovisuelle, de la production et distribution internationale de contenu télévisuel ainsi que des magazines. Groupe TVA inc. est la plus importante entreprise de diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques et une des plus grandes entreprises privées de production de langue française en Amérique du Nord. L'entreprise est aussi la plus importante dans le secteur de l'édition de magazines francophones et publie des titres anglophones parmi les plus populaires au Canada. Ses actions classe B sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Les états financiers consolidés audités, accompagnés des notes afférentes, ainsi que le rapport de gestion annuel peuvent être consultés sur le site internet de la Société à l'adresse suivantes : www.groupetva.ca.

Source :

Anick Dubois, CPA

Vice-présidente Finances

anick.dubois@tva.ca / (514) 598-3987

GROUPE TVA INC.

États consolidés des résultats

(non audités)

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Revenus	171 924	171 901	594 409	622 834
Achats de biens et services	126 455	108 282	427 274	403 156
Coûts liés au personnel	37 793	34 941	147 750	139 395
Amortissement	7 419	7 769	29 947	32 107
Charges financières	647	619	1 305	2 674
Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres	748	4 488	930	4 670
(Perte) bénéfice avant (recouvrement d'impôts) impôts sur le bénéfice et part du bénéfice dans les entreprises associées	(1 138)	15 802	(12 797)	40 832
(Recouvrement d'impôts) impôts sur le bénéfice	(296)	4 305	(3 113)	11 486
Part du bénéfice dans les entreprises associées	(578)	(596)	(795)	(1 148)
(Perte) bénéfice net(te)	(264)	12 093	(8 889)	30 494
(Perte) bénéfice net(te) attribuable aux (à la) :				
Actionnaires	(264) \$	12 095 \$	(8 869) \$	30 504 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	–	(2)	(20)	(10)
Résultat par action de base attribuable aux actionnaires	(0,01) \$	0,28 \$	(0,21) \$	0,71 \$
Résultat par action dilué attribuable aux actionnaires	(0,01)	0,28	(0,21)	0,70
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	43 205 535	43 205 535	43 205 535	43 205 535
Nombre moyen pondéré d'actions diluées	43 205 535	43 338 622	43 205 535	43 326 877

GROUPE TVA INC.

États consolidés du résultat global

(non audités)
(en milliers de dollars canadiens)

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
(Perte) bénéfice net(te)	(264) \$	12 093 \$	(8 889) \$	30 494 \$
Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés aux résultats :				
Régimes à prestations définies :				
Gain sur réévaluations	1 281	6 318	31 281	50 818
Impôts différés	(290)	(1 667)	(8 290)	(13 467)
	991	4 651	22 991	37 351
Résultat global	727 \$	16 744 \$	14 102 \$	67 845 \$
Résultat global attribuable aux (à la) :				
Actionnaires	727 \$	16 746 \$	14 122 \$	67 855 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	–	(2)	(20)	(10)

GROUPE TVA INC.

États consolidés des capitaux propres

(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires				Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital-actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global – Régimes à prestations définies		
Solde au 31 décembre 2020	207 280 \$	581 \$	108 175 \$	(4 637) \$	1 220 \$	312 619 \$
Bénéfice (perte) net(te)	–	–	30 504	–	(10)	30 494
Autres éléments du résultat global	–	–	–	37 351	–	37 351
Solde au 31 décembre 2021	207 280	581	138 679	32 714	1 210	380 464
Perte nette	–	–	(8 869)	–	(20)	(8 889)
Dividendes	–	–	–	–	(1 190)	(1 190)
Autres éléments du résultat global	–	–	–	22 991	–	22 991
Solde au 31 décembre 2022	207 280 \$	581 \$	129 810 \$	55 705 \$	– \$	393 376 \$

GROUPE TVA INC.

Bilans consolidés

(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Actif		
Actif à court terme		
Espèces	– \$	5 181 \$
Débiteurs	175 174	210 814
Impôts sur le bénéfice	8 522	5 755
Contenu audiovisuel	135 038	108 530
Charges payées d’avance	4 400	3 866
	323 134	334 146
Actif à long terme		
Contenu audiovisuel	88 225	72 541
Placements	12 017	12 115
Immobilisations	157 784	160 288
Actifs liés au droit d’utilisation	7 599	9 084
Actifs incorporels	14 671	20 559
Écart d’acquisition	21 696	21 696
Actif au titre des prestations définies	45 111	21 309
Impôts différés	5 833	9 353
	352 936	326 945
Total de l’actif	676 070 \$	661 091 \$

GROUPE TVA INC.

Bilans consolidés (suite)

(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Passif et capitaux propres		
Passif à court terme		
Découvert bancaire	1 107 \$	– \$
Créditeurs, charges à payer et provisions	114 174	139 149
Droits de contenu à payer	124 394	93 383
Revenus reportés	11 031	9 961
Impôts sur le bénéfice	562	1 622
Tranche à court terme des obligations locatives	2 318	2 503
Dette échéant à court terme	8 961	11 980
	262 547	258 598
Passif à long terme		
Obligations locatives	6 453	7 857
Autres éléments de passif	5 395	7 798
Impôts différés	8 299	6 374
	20 147	22 029
Capitaux propres		
Capital-actions	207 280	207 280
Surplus d'apport	581	581
Bénéfices non répartis	129 810	138 679
Cumul des autres éléments du résultat global	55 705	32 714
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	393 376	379 254
Participation ne donnant pas le contrôle	–	1 210
	393 376	380 464
Total du passif et des capitaux propres	676 070 \$	661 091 \$

GROUPE TVA INC.

États consolidés des flux de trésorerie

(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
(Perte) bénéfice net(te)	(264) \$	12 093 \$	(8 889) \$	30 494 \$
Ajustements pour :				
Amortissement	7 419	7 769	29 947	32 107
Part du bénéfice dans les entreprises associées	(578)	(596)	(795)	(1 148)
Impôts différés	698	1 879	(2 845)	903
Autres	791	7	1 452	(48)
	8 066	21 152	18 870	62 308
Variation nette hors caisse des éléments d'exploitation	29 091	16 553	9 184	(19 423)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	37 157	37 705	28 054	42 885
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations	(3 989)	(5 925)	(20 236)	(17 149)
Acquisitions d'actifs incorporels	(299)	(942)	(1 114)	(2 789)
Acquisitions d'entreprises	–	–	(6 323)	(606)
Dividendes aux actionnaires sans contrôle	–	–	(1 150)	–
Autres	–	–	271	271
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(4 288)	(6 867)	(28 552)	(20 273)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation nette du découvert bancaire	(7 513)	(5 587)	1 107	(1 699)
Variation nette du crédit rotatif	(24 729)	(21 842)	(3 019)	(15 137)
Remboursement d'obligations locatives	(627)	(741)	(2 718)	(3 255)
Autres	–	–	(53)	(178)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(32 869)	(28 170)	(4 683)	(20 269)
Variation nette des espèces	–	2 668	(5 181)	2 343
Espèces au début de la période	–	2 513	5 181	2 838
Espèces à la fin de la période	– \$	5 181 \$	– \$	5 181 \$
Intérêts et impôts classés au titre des activités d'exploitation				
Intérêts versés	728 \$	382 \$	1 766 \$	1 515 \$
Impôts sur le bénéfice (encaissés déduction faite des paiements) versés déduction faite des encaissements	(189)	3 483	3 559	21 740

GROUPE TVA INC.

Information sectorielle

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Au début du présent exercice, la direction a apporté des modifications à la structure de gestion de la Société. À la suite de ces changements, les activités de la division TVA Films, anciennement présentées dans le secteur Télédiffusion, ont été regroupées avec les activités existantes de distribution du secteur Production et distribution. L'information financière des périodes comparatives a été retraitée pour tenir compte de cette nouvelle présentation.

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- **Le secteur Télédiffusion** inclut les activités du Réseau TVA, des services spécialisés, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles ainsi que les activités de production commerciale et d'édition sur mesure notamment par l'entremise de sa filiale Communications Qolab inc.
- **Le secteur Services cinématographiques et audiovisuels**, par le biais des filiales Mels Studios et Postproduction s.e.n.c. et MELS Doublage inc., inclut les activités de services de location de studios, de mobiles et d'équipements, les activités de doublage et de vidéodescription (« services d'accessibilité média ») ainsi que les services de postproduction, de production virtuelle et d'effets visuels.
- **Le secteur Magazines**, par l'entremise de sa filiale TVA Publications inc., comprend les activités d'édition de magazines dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration ainsi que la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines.
- **Le secteur Production et distribution**, par l'entremise des sociétés du groupe Incendo et de la division TVA Films, inclut les activités de production et de distribution d'émissions de télévision, de films et de téléseries destinés au marché mondial.

GROUPE TVA INC.

Information sectorielle (suite)

(non auditée)

(en milliers de dollars canadiens)

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Revenus				
Télédiffusion	138 550	\$ 137 564	\$ 479 458	\$ 491 762
Services cinématographiques et audiovisuels	19 925	21 985	74 914	86 021
Magazines	10 567	12 010	40 547	45 655
Production et distribution	8 276	5 688	19 991	20 425
Éléments intersectoriels	(5 394)	(5 346)	(20 501)	(21 029)
	171 924	\$ 171 901	\$ 594 409	\$ 622 834
BAIIA ajusté⁽¹⁾ (BAIIA ajusté négatif)				
Télédiffusion	965	20 364	(585)	44 690
Services cinématographiques et audiovisuels	4 283	4 812	12 884	22 918
Magazines	495	1 919	3 803	7 488
Production et distribution	1 752	1 547	2 865	5 068
Éléments intersectoriels	181	36	418	119
	7 676	28 678	19 385	80 283
Amortissement	7 419	7 769	29 947	32 107
Charges financières	647	619	1 305	2 674
Frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres	748	4 488	930	4 670
(Perte) bénéfice avant (recouvrement d'impôts) impôts sur le bénéfice et part du bénéfice dans les entreprises associées	(1 138)	\$ 15 802	(12 797)	\$ 40 832

⁽¹⁾ Le chef de la direction utilise le BAIIA ajusté comme mesure de rendement financier pour évaluer la performance de chaque secteur d'activités de la Société. Le BAIIA ajusté est défini comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation et autres, les impôts sur le bénéfice (recouvrement d'impôts) et la part du bénéfice dans les entreprises associées. Le BAIIA ajusté, tel que défini ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS.